

VD_GERICHTE ZD17.026504 vom 26. März 2018

VD Tribunal cantonal, 2018-03-26, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_gerichte_ZD17.026504

FR: VD_GERICHTE ZD17.026504 du 26 mars 2018

IT: VD_GERICHTE ZD17.026504 del 26 marzo 2018

Erwägungen

E. 7

a) En définitive, le recours, mal fondé, doit être rejeté et la décision attaquée confirmée. b) En dérogation à l'art. 61 let. a LPGA, la procédure de recours en matière de contestations portant sur l'octroi ou le refus de prestations de l'AI devant le tribunal cantonal des assurances est soumise à des frais de justice (art. 69 al. 1bis LAI). En l'occurrence, vu l'ampleur de la procédure, les frais sont fixés à 400 fr. et mis à la charge du recourant, qui succombe (art. 49 al. 1 LPA-VD). Dès lors que le recourant – au demeurant non assisté par un mandataire professionnel – n'obtient pas gain de cause, il n'y a pas lieu d'allouer de dépens (art. 55 al. 1 LPA-VD et art. 61 let. g LPGA).

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.